

Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Convention de don de protections périodiques au collectif Montpelliérain de lutte contre la précarité menstruelle - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Phénomène physiologique naturel qui relève de l'intimité de chaque femme, les menstruations sont également un sujet d'intérêt général, porteur d'enjeux importants tant sur le plan des inégalités économiques qu'en matière d'éducation, de santé sexuelle et reproductrice, de sécurité des produits utilisés et d'écologie.

Ces différents points ont fait l'objet de préconisations (*Rapport d'information sur les menstruations*¹, rédigé par les députées Laëtitia Romeiro Dias et Bénédicte Taurine, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 février 2020) qui commencent à être prises en compte comme en témoigne l'actualité (mises à disposition, par l'Etat et par certaines collectivités, de protections périodiques gratuites à l'attention des étudiantes, collégiennes et lycéennes boursières).

*« Le coût des protections menstruelles que les femmes doivent se procurer chaque mois, de la puberté à la ménopause, constitue en effet une véritable inégalité. On estime qu'une femme utilise pendant sa vie près de 11 500 produits de protection. En y ajoutant les autres dépenses liées aux menstruations, cela représenterait un coût total pouvant aller de 8 000 à 23 000 euros à l'échelle d'une vie. Loin d'être négligeable, ce coût est difficile à assumer pour les femmes à faibles revenus et celles en situation de précarité ».*¹

Un collectif associatif montpelliérain, piloté par le Mouvement Français pour la Planning Familial a décidé de s'attaquer à ce problème en organisant, à l'attention des femmes financièrement fragiles, un réseau de

lutte contre la précarité menstruelle. Les associations des différents quartiers qui composent le collectif distribueront des protections périodiques gratuites aux bénéficiaires sélectionnées sur dossier. Elles organiseront également des séances d'information pour présenter les différents modes de protection et sensibiliser à l'importance de la qualité écologique des produits pour la santé sexuelle et reproductive.

Afin d'encourager le lancement du collectif et d'accompagner les premières distributions, la Ville de Montpellier a souhaité apporter une première aide en effectuant à l'attention du collectif un don de 88 cartons de 16 paquets contenant chacun 14 protections périodiques. Ce don a fait l'objet d'une convention. Il est considéré comme une subvention en nature valorisable pour un montant de 1 143,79 €.

Une réflexion sera conduite par la suite pour doter également des bénéficiaires disposant d'un domicile fixe en protections périodiques réutilisables (coupes menstruelles...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de don de protections périodiques au collectif montpellierain de lutte contre la précarité menstruelle ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ.

Fait à Montpellier, le 23 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 avril 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION_DON_PROTECTIONS_PERIODIQUES.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-157631-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/04/21
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.